



Après de nombreux refus des autorités camerounaises, le chef de l'Etat a officiellement invité Michelle Bachelet, à effectuer une visite de travail dans le pays, au mois de mai prochain.

Le conseiller des affaires étrangères à la Mission permanente du Cameroun auprès de l'office des Nations unies à Genève, Côte Damien Georges Awoumou, a confirmé cette invitation officielle du président camerounais lors de la 40e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies tenue du 25 février au 22 mars dernier, peut-on lire dans un article publié le 19 mars 2019 sur le site internet du journal Intégration.

C'est un revirement puisque «toute l'année dernière, Yaoundé a refusé au Haut-Commissariat aux droits de l'Homme l'accès à son territoire.

L'organisme onusien souhaitait enquêter sur les accusations de torture et d'exécutions extrajudiciaires, visant les forces de défense et de sécurité dans les régions anglophones et de l'Extrême-Nord», relève l'article. Malgré ces refus, Zeid al-Hussein, le prédécesseur de Michelle Bachelet à la tête du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme prévenait fin juillet 2018: «Vous savez, même si vous ne nous laissez pas entrer, on va enquêter. Et on va continuer à faire pression jusqu'à ce que vous nous laissiez entrer, et là on rendra compte». «Le changement de posture vis-à-vis du Haut-Commissariat aux droits de l'Homme intervient

au moment où semble se former contre le régime quarantenaire, une coalition internationale avec pour levain la crise politique et sécuritaire que traverse le pays», poursuit le journal.

Selon un stratège proche du pouvoir de Yaoundé dont l'identité n'a pas été mentionnée, l'invitation de Paul Biya est clairement une manœuvre diplomatique, pour se sortir de l'étau qui se resserre autour de lui. «Le Cameroun n'a rien à cacher et est malicieusement accablé pour des desseins que nous soupçonnons tous. Yaoundé se doit donc de rester prudent, tout en évitant toute situation de rupture et de mise au ban. Il s'agit d'une approche conforme au style diplomatique du Cameroun: coopération et prudence», soutient-il.

D'après le journal, «alors que les soutiens se font rares à l'international, le pouvoir de Yaoundé essaie de construire un front intérieur. Depuis les sorties américaines et européennes, le gouvernement, le parlement, certains partis politiques et une partie de la presse sont vent debout contre l'ingérence des puissances étrangères dans les affaires intérieures du Cameroun».

Cameroun-Info.Net
